



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GUYANE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R03-2017-174

PUBLIÉ LE 2 AOÛT 2017

Sommaire

DCLAJ

R03-2017-08-01-001 - Arrêté modifiant l'arrêté n°R03-2016-11-23-001 du 23 novembre 2016 portant attribution d'une subvention d'un montant de 88 000 € à la commune de Cayenne au titre de la DSIL 1 pour la démolition du quartier du Mont Baduel (3 pages) Page 3

DEAL

R03-2017-07-31-003 - REMD UERN Arrêté IAL (4 pages) Page 7

SGAR

R03-2017-07-31-002 - Arrêté fixant le prix maximum de certains produits pétroliers et du gaz domestique pour le mois d'août 2017 (5 pages) Page 12

DCLAJ

R03-2017-08-01-001

Arrêté modifiant l'arrêté n°R03-2016-11-23-001 du 23 novembre 2016 portant attribution d'une subvention d'un montant de 88 000 € à la commune de Cayenne au titre de la DSIL 1 pour la démolition du quartier du Mont Baduel



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION GUYANE

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
LOCALES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES**

Bureau des collectivités locales

ARRETE DU 1^{er} août 2017

Modifiant l'arrêté n°R03-2016-11-23-001 du 23 novembre 2016, portant attribution d'une subvention d'un montant de 88 000 € à la commune de Cayenne au titre de la 1^{ère} enveloppe de la dotation de soutien à l'investissement des communes et de leur groupement de l'exercice 2016 pour la démolition du quartier du Mont Baduel.

Le Préfet de la région Guyane,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier de la légion d'honneur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2334-32 à L.2334-39 ;

Vu le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissements ;

Vu le décret n°2001-120 du 7 février 2001 relatif aux subventions de l'État pour les projets d'investissements dans les DOM et les collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu l'article n° 159 de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 relatif à la création de la dotation de soutien à l'investissement des communes et de leur groupement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État ;

Vu le décret du Président de la République du 17 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Martin JAEGER, en qualité de préfet de la région Guyane ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 juin 2016 portant délégation de signature à M. Yves DE ROQUEFEUIL, secrétaire général de la préfecture de la Guyane ;

Vu l'arrêté du 26 janvier 2006 relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté préfectoral n°R03-2016-11-23-001 du 23 novembre 2016, portant attribution d'une subvention d'un montant de 88 000 € à la commune de Cayenne au titre de la 1ère enveloppe de la dotation de soutien à l'investissement des communes et de leur groupement de l'exercice 2016 pour la démolition du quartier du Mont Baduel ;

Considérant qu'il y a lieu, à titre exceptionnel, de prendre en charge des dépenses de fonctionnement liées à cette opération ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Guyane ;

ARRÊTE :

L'arrêté préfectoral n°R03-2016-11-23-001 du 23 novembre 2016, portant attribution d'une subvention d'un montant de 88 000 € à la commune de Cayenne au titre de la 1ère enveloppe de la dotation de soutien à l'investissement des communes et de leur groupement de l'exercice 2016 pour la démolition du quartier du Mont Baduel, est modifié comme suit, par l'insertion d'un article 1 bis :

Article 1 bis : A titre exceptionnel, compte tenu de la spécificité de cette opération et de son caractère d'urgence, les dépenses de fonctionnement seront prises en charge au titre de la dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements ;

Les articles 1 à 7 demeurent inchangés ;

Article 8 : Le présent arrêté (ou la présente décision) peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux auprès du Préfet de la Guyane dans les deux mois suivant sa publication. L'absence de réponse du Préfet au terme du délai de deux mois précité vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du greffe du Tribunal administratif de Cayenne, 7 rue Schoelcher, BP 5030, 97305 Cayenne Cedex, dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté préfectoral. Tout recours doit être adressé en recommandé avec avis de réception.

L'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande, ou de son rejet implicite.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture de la Guyane, l'administrateur général des finances publiques, et le Maire de Cayenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Cayenne, le 01 AOUT 2017

Le préfet,



COPIES :

| | |
|-------------------------|---|
| Préfecture 2D/1B | 1 |
| DRFIP | 1 |
| Mme le Maire de Cayenne | 1 |
| | — |
| | 3 |

DEAL

R03-2017-07-31-003

REMD UERN Arrêté IAL

Arrêté portant modification de l'AP N° 1814/DEAL/2013 du 08 octobre 2013 relatif à l'IAL de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques



PREFET DE LA REGION GUYANE

Direction de l'environnement
de l'aménagement et du logement

Service Risques, Énergie Mines et Déchets

Unité Énergie et Risques naturels

ARRETE

PORTANT MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 1814/DEAL/2013 du 8 Octobre 2013 RELATIF A L'INFORMATION DES ACQUEREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS, MINIERIS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS

LE PREFET DE LA REGION GUYANE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code général des Collectivités Territoriales ;

VU le code l'environnement et notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27;

VU le décret n° 2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1814/DEAL/2013 du 8 octobre 2013 relatif à la liste des communes où s'applique l'article L.125-5 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de M. Martin JAEGER, en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;

CONSIDERANT que de nouvelles communes sont couvertes par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) prescrit ou approuvé ou d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) prescrit ou approuvé ;

CONSIDERANT qu'il convient de mettre à jour la liste des communes exposées à des risques faisant l'objet d'un plan de prévention des risques naturels ou technologiques prescrit ou approuvé ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur de l'environnement de l'aménagement et du logement ;

ARRETE

Article 1 : Le département de la Guyane est exposé aux risques naturels prévisibles d'inondation, de mouvement de terrain, d'érosion du littoral, de feux de végétation et aux risques technologiques.

Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sont consignés dans un dossier d'information communal annexé au présent arrêté.

Un dossier d'information communal est établi pour chacune des communes de Guyane concernée par l'IAL.

Ce dossier d'information communal comprend :

- les documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer,
- la liste des arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique sur le territoire de la commune.

La cartographie des zones exposées ou réglementées est disponible dans les dossiers des PPRn et sur le site Geoguyane.com.

Les dossiers d'information sont accessibles sur les sites Internet de la préfecture et de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane et sont librement consultables en préfecture, sous préfecture et mairies concernées.

Article 2 : L'arrêté n° 1814/DEAL/2013 du 8 octobre 2013 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs est abrogé et remplacé par le présent arrêté et ses annexes.

Article 3 : L'obligation d'information prévue au I et II de l'article L.125-5 du code de l'environnement s'applique dans chacune des communes listées en annexe 1 du présent arrêté.

Article 4 : La liste des communes et les dossiers communaux d'information sont mis à jour à chaque arrêté modifiant la situation d'une ou plusieurs communes au regard des conditions mentionnées à l'article R.125-25 du code de l'environnement.

Article 5 : Une copie du présent arrêté ainsi que la liste des communes sont adressées aux maires des communes intéressées. Le présent arrêté sera affiché en mairie durant une période minimale d'un mois et fera l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de la préfecture de Guyane.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, le sous-préfet de Saint Laurent du Maroni, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Cayenne, le 31 juillet 2017

Le Préfet

Pour le Préfet
Le secrétaire général

Yves de ROQUEFEUIL

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° _____ en date du **31 juillet 2017**
relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques
naturels et technologiques majeurs

**Liste des communes où s'applique l'obligation d'annexer un état des risques
naturels et technologiques à tout contrat de vente ou de location.**

| N° INSEE | Communes | PPRN prescrit | PPRN approuvé | PPRT prescrit | PPRT approuvé |
|---------------------|---------------------------------|----------------------|--|--|---|
| 97361 | Awala-Yalimapo | | Littoraux | | |
| 97302 | Cayenne | | Mouvement de terrain + Inondation + Littoraux | | |
| 97304 | Kourou | | Inondation + Littoraux | | Surpression + Thermique + Toxique + Projection |
| 97305 | Macouria | | Inondation | | |
| 97306 | Mana | | Inondation + Littoraux | | |
| 97307 | Matoury | | Mouvement de terrain + Inondation + Littoraux | | |
| 97309 | Rémire-Montjoly | | Mouvement de terrain + Inondation + Littoraux | | Surpression + Thermique |
| 97310 | Roura | | Inondation | Surpression + Thermique + Projection | |
| 97312 | Sinnamary | | Inondation | | Surpression + Thermique + Toxique + Projection |
| 97311 | St Laurent du Maroni | Inondation | | | |

Annexe 2 à l'arrêté préfectoral N° en date du 31 juillet 2016
relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques
naturels et technologiques majeurs

Liste des arrêtés CATNAT

Tous les aléas - 973 – Département de la Guyane
de mai 1991 à mars 2016

| N° INSEE | Commune | Risque | Date catastrophe | Date arrêté | Date publication JO |
|----------|-----------------|--|------------------|-------------|---------------------|
| 97302 | Cayenne | Inondations et coulées de boue | 29/05/1991 | 18/08/1991 | 14/09/1991 |
| | | Inondations et coulées de boue | 16/03/1996 | 03/10/1996 | 17/10/1996 |
| | | Inondations et coulées de boue | 25/08/1996 | 23/12/1996 | 09/01/1996 |
| | | Inondations et coulées de boue | 15/05/2013 | 22/10/2013 | 26/10/2013 |
| 97304 | Kourou | Inondations et coulées de boue | 08/04/2000 | 25/09/2000 | 07/10/2000 |
| | | Inondations et coulées de boue | 13/04/2000 | 25/09/2000 | 07/10/2000 |
| 97305 | Macouria | Inondations et coulées de boue | 08/04/2000 | 19/12/2000 | 29/12/2000 |
| | | Inondations et coulées de boue | 15/05/2013 | 22/10/2013 | 26/10/2013 |
| 97307 | Matoury | Inondations et coulées de boue | 16/01/1997 | 12/08/1991 | 14/09/1991 |
| | | Inondations et coulées de boue | 16/01/1997 | 23/12/1997 | 03/01/1998 |
| | | Inondations et coulées de boue | 13/04/2000 | 25/09/2000 | 07/10/2000 |
| 97362 | Papaïchton | Inondations et coulées de boue | 06/05/2006 | 03/07/2007 | 10/07/2007 |
| 97309 | Rémire-Montjoly | Inondations et coulées de boue | 29/05/1991 | 12/08/1991 | 14/09/1991 |
| | | Inondations et coulées de boue | 16/03/1996 | 03/10/1996 | 17/10/1996 |
| | | Inondations et coulées de boue | 25/08/1996 | 23/12/1996 | 09/01/1997 |
| | | Inondations et coulées de boue | 13/04/2000 | 01/08/2002 | 23/08/2002 |
| | | Mouvement de terrain | 19/04/2000 | 08/06/2000 | 23/06/2000 |
| | | Inondations et chocs mécaniques des vagues | 14/01/2013 | 20/06/2013 | 27/06/2013 |
| 97310 | Roura (Cacao) | Inondations et coulées de boue | 15/05/2000 | 19/12/2000 | 29/12/2000 |

Aucun arrêté CAT TECH n'est recensé en Guyane.

SGAR

R03-2017-07-31-002

Arrêté fixant le prix maximum de certains produits
pétroliers et du gaz domestique pour le mois d'août 2017



PREFET DE LA REGION GUYANE

Direction des Entreprises, de la Concurrence
De la Consommation, du Travail et de l'Emploi

ARRETE PREFECTORAL n° _____ du juillet 2017
Relatif au prix maximum de certains produits pétroliers et du gaz domestique.

Le PREFET de la REGION GUYANE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 19 mars 1946 érigeant en département français la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane française et les textes subséquents ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU l'article L.410-2 du livre IV du code de commerce relatif à la liberté des prix et de la concurrence et le décret n° 2002-689 du 30 avril 2002 fixant ses conditions d'application ;

VU le code de l'énergie, notamment ses articles R.671-1 à R.671-13 et R.221-1 à R.221-30 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de M. Martin JAEGER, en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;

VU l'arrêté du 25 mai 2016 relatif à la nomination de M. Philippe LOOS, sous-préfet hors-classe, secrétaire général pour les affaires régionales (SGAR) de la Guyane ;

VU l'arrêté interministériel du 5 février 2014 relatif à la mise en œuvre de l'article R.671-5 du code de l'énergie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014045-001 du 14 février 2014 relatif à la mise en œuvre de l'article R.671-5 du code l'énergie ;

VU l'arrêté préfectoral n° R 03-2017-06-30-005 du 31 juin 2017 relatif au prix maximum de certains produits pétroliers et du gaz domestique ;

VU les délibérations n° 20 du 26 février 2016, n° 9 du 12 février 2010, n° 5281 et n° 5282 du 9 septembre 2015 et n° AP/05.59 du 22 novembre 2005 du conseil régional et de la collectivité territoriale de la Guyane ;

VU l'avis du directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Guyane;

SUR PROPOSITION du secrétaire général pour les affaires régionales;

ARRÊTE :

I- Dispositions communes à l'ensemble des produits pétroliers réglementés

Article 1 : Les prix maximum hors taxes sortie raffinerie, communs aux trois départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique, intégrant la mutualisation des prix d'acheminement et de passage en dépôt, figurent dans la structure des prix définie dans l'annexe I du présent arrêté.

Il en est de même des **prix limites de facturation** pouvant être pratiqués par la Société anonyme de raffinerie aux Antilles (S.A.R.A.) dans le département de la Guyane, qui tiennent compte du jeu éventuel des arrondis calculés au stade des prix de détail ainsi que de la collecte temporaire des AIP au profit des opérateurs économiques chargés de la distribution.

II- Dispositions applicables aux produits pétroliers autres que le gaz domestique

Article 2 : - Les **marges limites de distribution au stade de gros** et les **prix limites de gros** sont fixés comme suit :

| | Marges de gros €/hl | Prix maximum de vente en gros €/hl |
|---|----------------------------|---|
| - Super carburant sans plomb | 9,085 | 136,960 |
| - Gazole | 9,085 | 113,960 |
| - Gazole Non Routier (GNR) | 9,085 | 112,960 |
| - Gazole Non Routier (GNR) détaxé Délibération du CR n° 5281 | 9,085 | 76,960 |
| - Gazole Non Routier (GNR) détaxé Délibération du CR n° 5282 | 9,085 | 68,960 |
| - FOD | 9,085 | 74,960 |
| - Pétrole lampant | 9,085 | 71,960 |

Article 3 : Les **marges limites de distribution au stade de détail** sont fixées comme suit:

| | |
|---|-------------|
| - Super carburant sans plomb | 11,040 €/hl |
| - Gazole | 11,040 €/hl |
| - Gazole Non Routier (GNR) | 11,040 €/hl |
| - Gazole Non Routier (GNR) détaxé Délibération du CR n° 5281 | 11,040 €/hl |
| - Gazole Non Routier (GNR) détaxé Délibération du CR n° 5282 | 11,040 €/hl |
| - FOD | 11,040 €/hl |
| - Pétrole lampant | 11,040 €/hl |

Article 4 : Les prix maximum de vente au détail à la pompe au consommateur sont les suivants :

| DESIGNATION | PRIX maximum (€/l) |
|--|---------------------------|
| - Super carburant sans plomb | 1,48 |
| - Gazole (diesel) | 1,25 |
| - Gazole Non Routier (GNR) | 1,24 |
| - Gazole Non Routier (GNR) détaxé Délibération du CR n° 5281 du 9 septembre 2015 | 0,88 |
| - Gazole Non Routier (GNR) détaxé Délibération du CR n° 5282 du 9 septembre 2015 | 0,80 |
| - Fioul domestique (F.O.D) | 0,86 |
| - Pétrole lampant | 0,83 |

III- Prix du gaz domestique

Article 5 : Le prix maximum de vente au consommateur de la bouteille de gaz de 12,5 kg au magasin du dépositaire est fixé à 20,75 €TTC.

Article 6 : La structure du prix du gaz domestique est définie dans l'annexe II du présent arrêté.

Article 7 : Les éléments constitutifs du prix du gaz domestique (en € à la tonne) au stade dépositaire sont les suivants:

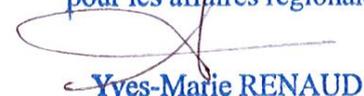
| | |
|---|---------|
| Prix maximum de vente, HT, du gaz sortie raffinerie | 532,873 |
| Frais d'approche | 121,317 |
| Octroi de mer (4,5% du prix CAF) | 29,439 |
| Octroi de mer régional (2,5% du prix CAF) | 16,355 |
| Taux de passage SARA | 141,028 |
| Marge industrielle | 382,223 |
| Marge de Distribution | 295,200 |
| Marge additionnelle de mutualisation interne du transport | 61,68 |
| Marge de détail | 80,00 |

Article 8 : Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, est applicable à compter du **mardi 1^{er} août 2017** à zéro heure.

Article 9 : Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur de la direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet,

Pour le préfet
le secrétaire général adjoint
pour les affaires régionales



Yves-Marie RENAUD

| Annexe I de l'arrêté préfectoral n° | | | | | | | | | | |
|--|--|------------------|----------------|------------------|--|--|-----------------------|-----------------|----------------------------------|----------------|
| - STRUCTURE DES PRIX MAXIMA DE CERTAINS PRODUITS PETROLIERS applicable au 1er août 2017 zéro heure | | | | | | | | | | |
| | | Super sans plomb | Gazole route | GNR ¹ | Gazole destiné à l'alimentation des moteurs fixes ² (Délib n° 5281) | Gazole destiné à certaines activités et sous certaines conditions (délib 5282) | (2)F.O.D (délib 2005) | Pétrole lampant | Fioul industriel (y compris EDF) | |
| 1 | Coût des achats de pétrole brut (Millions €) | | | | | | | | | 16.486 |
| 2 | Coût des achats des autres produits (Millions d'€) | | | | | | | | | 28.483 |
| 3 | Coût de raffinage et logistique (Millions d'€) | | | | | | | | | 12.479 |
| | <i>Dont achèvement mutualisé entre la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique</i> | | | | | | | | | 2,095 |
| | <i>Dont Stockage mutualisé</i> | | | | | | | | | 3,038 |
| 4 | Rémunération des capitaux investis (Millions d'€) | | | | | | | | | 0,475 |
| 5 | CA produits et services non réglementés (Millions d'€) | | | | | | | | | 15.586 |
| 6 | CA produits et services réglementés (1+2+3+4-5) (Millions d'€) | | | | | | | | | 42.338 |
| 7 | Quantité vendue (T) | | | | | | | | | 60.305 |
| 8 | Prix pivot des produits et services réglementés (6/7) (€/T) | | | | | | | | | 702,06 |
| 9 | Coefficient de Commercialité | 1,1218 | 0,9899 | 0,9899 | 0,9899 | 0,9899 | 0,9275 | 1,0269 | | 0,6701 |
| 10 | Densité | 0,7450 | 0,8329 | 0,8329 | 0,8329 | 0,8329 | 0,8436 | 0,8017 | | 0,9340 |
| 11 | PRIX MAXIMUM HT DE SORTIE RAFFINERIE (8*9*10) (€/hl sauf fioul en €/T) | 58,675 | 57,883 | 57,883 | 57,883 | 57,883 | 54,934 | 57,797 | | 470,425 |
| GUYANE | | | | | | | | | | |
| 12 | Arrondis pour avoir 2 décimales d'€ à la pompe (€/hl) | -0,440 | -0,323 | -0,390 | -0,360 | -0,095 | 0,092 | 0,392 | | |
| 13 | PRIX MAXIMUM HT DE FACTURATION RAFFINERIE (11+12+21) €/hl Fioul en €/T | 58,875 | 58,200 | 58,133 | 58,163 | 58,428 | 55,666 | 58,829 | | 470,425 |
| 14 | Octroi de mer (*) €/hl | 2,640 | 2,605 | 2,605 | 2,605 | | 2,472 | 2,601 | | 21,169 |
| 15 | Octroi de mer régional (**) (€/hl) | 1,467 | 1,447 | 1,447 | 1,447 | 1,447 | 1,373 | 1,445 | | 11,761 |
| 16 | Taxe Spéciale de Consommation (€/hl) | 63,960 | 41,690 | 41,690 | 5,660 | | 5,660 | | | |
| 17 | TOTAL TAXES (14+15+16) (€/hl) | 68,067 | 45,742 | 45,742 | 9,712 | 1,447 | 9,505 | 4,046 | | 32,930 |
| 18 | CZE (****) | 0,933 | 0,933 | | | | 0,704 | | | |
| 19 | Marge de gros €/hl | 9,085 | 9,085 | 9,085 | 9,085 | 9,085 | 9,085 | 9,085 | | |
| 20 | PRIX MAXIMUM TTC DE VENTE EN GROS (13+17+18+19) (€/hl) | 136,960 | 113,960 | 112,960 | 76,960 | 68,960 | 74,960 | 71,960 | | 503,355 |
| 21 | Collecte pour l'Accord InterProfessionnel (AIP) *** | 0,640 | 0,640 | 0,640 | 0,640 | 0,640 | 0,640 | 0,640 | | |
| 22 | Marge de détail incluant les coûts de fonctionnement (€/hl) | 11,040 | 11,040 | 11,040 | 11,040 | 11,040 | 11,040 | 11,040 | | |
| 23 | PRIX MAXIMUM TTC DE VENTE AU DETAIL (20+22) (€/hl) | 148,000 | 125,000 | 124,000 | 88,000 | 80,000 | 86,000 | 83,000 | | |
| 24 | PRIX MAXIMUM TTC DE VENTE AU DETAIL AU LITRE | 1,48 | 1,25 | 1,24 | 0,88 | 0,80 | 0,86 | 0,83 | | |

(*) Octroi de mer : taxe calculée sur le prix de sortie raffinerie : 4,5%

(**) Octroi de mer régional : Taxe calculé sur le prix de sortie raffinerie : 2,5%

(***) AIP : 0,640 €/hl collecté par la SARA pour le compte des détaillants

(****) CZE : contributions au titre des obligations relatives aux certificats d'économie d'énergie prévues par la réglementation

pour le SP et GO CZE: 0,613 et CZE précarité: 0,320

pour le FOD CZE: 0,464 et CZE précarité: 0,240

(1) Gazole Non Routier défini par l'arrêté de décembre 2010 modifié. TSC 41,69€/hl pour le gazole. Délibération n° 005281 du 9 septembre 2015.

(2) Délibération du Conseil Régional de Guyane n° AP05-59 du 22 novembre 2005 et délibération n° 005281 du 9 septembre 2015. TSC 5,66€/hl pour le gazole destiné à l'alimentation des moteurs fixes.

(3) Délibération du Conseil Régional n° 005282 du 9 septembre 2015. Exonération d'octroi de mer et de TSC si les produits pétroliers sont utilisés dans les conditions et secteurs d'activité prévus dans la délibération susvisée

Annexe II de l'arrêté préfectoral n°

applicable au **1er août 2017 zéro heure**

| | | Butane €/T | Butane €/bouteille de 12,5 kg |
|---------|---|------------|-------------------------------|
| MATIERE | | | |
| 1 | PRIX Sortie Raffinerie | 532,873 | 6,661 |
| 2 | Frais d'approche | 121,317 | 1,516 |
| 3 | Prix CAF | 654,190 | 8,177 |
| 4 | Octroi de mer * | 29,439 | 0,368 |
| 5 | Octroi de mer régional ** | 16,355 | 0,204 |
| 6 | TOTAL Taxes (4+5) | 45,793 | 0,572 |
| 7 | Taux de Passage SARA | 141,028 | 1,763 |
| 8 | Prix Vrac Sortie Sphère (3+6+7) | 841,011 | 10,513 |
| 9 | Marge Industrielle | 382,223 | 4,778 |
| 10 | Prix Sortie centre d'enfutage (8+9) | 1223,234 | 15,290 |
| 11 | Marge de Distribution | 295,200 | 3,690 |
| 12 | Marge Additionnelle de mutualisation interne du transport | 61,68 | 0,771 |
| 13 | Marge de détail | 80,000 | 1,000 |
| 14 | Prix maximum de vente (10+11+12+13) | 1660,11 | 20,75 |

(*) octroi de mer : taxe calculée sur le Prix CAF: 4,5 %

(**) octroi de mer régional : taxe calculée sur le Prix CAF : 2,5%

Pour le préfet
le secrétaire général adjoint
pour les affaires régionales

Yves-Marie RENAUD